

**Conférence Régionale des Élus
de la Gaspésie et
des Îles-de-la-Madeleine
États financiers consolidés
au 31 mars 2012**

Rapport de l'auditeur indépendant	2 - 3
États financiers	
Résultats consolidés	4
Évolution des actifs nets consolidés	5
Bilan consolidé	6
Notes complémentaires	7 - 19
Renseignements supplémentaires consolidés	24

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Résultats consolidés

pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

	Budget	2012 Réel	2011 Réel
	\$	\$	\$
Produits			
Subventions du gouvernement du Québec			
Fonctionnement	1 370 000	1 370 000	1 370 000
Investissements	1 979 355	1 676 287	2 495 395
Mandats et projets spéciaux	12 710 603	9 761 646	8 528 635
Autres	349 230	445 869	470 765
	16 409 188	13 253 802	12 864 795
Charges			
Subventions du gouvernement du Québec			
Investissements	1 979 355	1 676 287	2 495 395
Instances démocratiques	153 000	154 492	126 310
Rémunération du personnel	1 007 646	975 234	874 387
Administration générale	557 455	551 690	735 633
Mandats et projets spéciaux	12 710 603	9 761 646	8 528 635
	16 408 059	13 119 349	12 760 360
Excédent des produits par rapport aux charges	1 129	134 453	104 435

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés et la note 4 fournit d'autres informations sur les résultats.

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine
Évolution des actifs nets consolidés
pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

	Actifs nets			
	Investis en immo- bilisations	Investis en placements	Non affectés	2011 Total
		Budget	Réel	2012 Total
Solde au début	\$ 255 899	\$ 107 128	\$ 183 556	\$ 442 148
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(67 260)	1 129	201 713	104 435
Investissement en immobilisations	33 426		(33 426)	
Solde à la fin	222 065	107 128	351 843	546 583

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Bilan consolidé

au 31 mars 2012

	2012	2011
	\$	\$
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	4 303 265	4 227 982
Dépôt à terme 1,36 % (1 % en 2011), échéant en mars 2013	300 000	300 000
Débiteurs (note 4)	2 135 982	2 587 938
Frais payés d'avance	1 474	1 474
	6 740 721	7 117 394
Placements (note 5)	107 128	107 128
Immobilisations (note 6)	222 065	255 899
	7 069 914	7 480 421
PASSIF		
Passif à court terme		
Créditeurs (note 7)	461 167	716 008
Apports reportés - Fonctionnement (note 8)	5 927 711	6 217 830
	6 388 878	6 933 838
ACTIFS NETS		
Non affectés	351 843	183 556
Investis en placements	107 128	107 128
Investis en immobilisations	222 065	255 899
	681 036	546 583
	7 069 914	7 480 421

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour le conseil,

Administrateur

Administrateur

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2012

1 - STATUTS ET OBJECTIF DE L'ORGANISME

L'organisme, constitué en vertu de la Loi sur le ministère du Développement économique régional et de la Recherche (Québec). Il est reconnu à titre de personne morale de droit public. Il est un organisme sans but lucratif au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

L'organisme regroupe des élus municipaux et des représentants de la société civile. Il voit à assurer la concertation des intervenants régionaux, le suivi et la mise en oeuvre de la planification stratégique régionale ainsi que la coordination et le suivi des actions et des programmes de développement sur le territoire.

L'organisme est reconnu par le gouvernement du Québec comme l'instance régionale représentative de la région de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine en matière de développement régional. Il gère les fonds de développement régional, ainsi que d'autres fonds attribués par le gouvernement de même que diverses ententes spécifiques.

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de présentation

Les états financiers sont préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur. Aucune information sur la juste valeur n'est présentée lorsque la valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur.

Estimations comptables

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction de l'organisme doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction de l'organisme possède des événements en cours et sur les mesures que l'organisme pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Principes de consolidation

Ces états financiers incluent les comptes de l'organisme et de sa filiale, Fonds d'aide à l'entreprise.

Actifs et passifs financiers

L'organisme a choisi d'appliquer les recommandations du chapitre 3861, « Instruments financiers – Informations à fournir et présentation », du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* relativement à la présentation et aux informations à fournir afférentes aux instruments financiers.

Lors de la comptabilisation initiale, tous les actifs et les passifs financiers sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur.

Par la suite, les actifs et les passifs financiers sont évalués et comptabilisés comme il est décrit ci-après.

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2012

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Actifs détenus à des fins de transaction

L'encaisse et le dépôt à terme sont classés dans la catégorie des actifs financiers détenus à des fins de transaction.

Placements détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances et autres passifs financiers

Les apports à recevoir et les autres débiteurs sont classés comme prêts et créances. Les comptes fournisseurs, salaires à payer et charges à payer sont classés comme autres passifs financiers. Ces instruments financiers sont évalués au coût après amortissement calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers). Les intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif sont présentés à l'état des résultats au poste Autres.

Constatation des produits

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et constatés à titre de produits au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré.

Les produits de la vente de services sont constatés lorsque la prestation des services est achevée, que les honoraires sont déterminés ou déterminables et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de l'opération et les revenus qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice. Les dividendes sont constatés à compter de la date ex-dividende. Les gains ou les pertes sur la cession de placements sont établis selon la méthode du coût moyen. Les frais de transaction associés à l'acquisition ou à la cession de placements sont compris dans le coût des placements acquis ou sont traités comme réduction du produit de la cession de placements.

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2012

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Lorsque l'organisme reçoit des apports sous forme d'immobilisations, le coût de celles-ci correspond à la juste valeur à la date de l'apport ou à la valeur symbolique de 1 \$ si la juste valeur ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon les méthodes, les taux annuels et la période qui suivent :

	Méthodes	Taux et période
Améliorations locatives	Linéaire	7 ans
Équipement informatique	Dégressif	30 %
Mobilier et agencements	Dégressif	20 %
Logiciels	Dégressif	30 %
Photocopieur	Dégressif	20 %
Site Web	Dégressif	30 %

3 - INFORMATIONS SUR LES RÉSULTATS

	2012	2011
	\$	\$
Gain sur la cession d'immobilisations	755	
Amortissement des immobilisations	68 015	67 848

4 - DÉBITEURS

	2012	2011
	\$	\$
Partenaires (a)	330 147	710 557
Subventions gouvernementales à recevoir	1 212 745	1 689 403
Intérêts courus	190	140
Corporation du Chemin de Fer de la Gaspésie	992	992
Fonds régional d'assistance à la prospection minière	116 453	116 453
Avance au Transport collectif	401 673	
Employés	12 231	1 829
Taxes à la consommation	61 551	68 564
	2 135 982	2 587 938

(a) Un partenaire représente 68 % (72 % en 2011) du total des partenaires.

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2012

5 - PLACEMENTS

	2012	2011
	\$	\$
1 action du Fonds d'aide à l'entreprise	1	1
51 875 actions de catégorie «E» de Les produits et services Pimo inc.	1	1
12 000 actions de catégorie «G» de Les produits Tapp inc.	12 000	12 000
60 125 actions de catégorie «H» de 9023-7645 Québec inc.	60 125	60 125
35 000 actions de catégorie «I» de 9047-9007 Québec inc.	35 000	35 000
79 000 actions de catégorie «G» de Société de recherche Surgicure inc.	1	1
	107 128	107 128

La Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine est le seul actionnaire de la Corporation du Fonds d'aide à l'entreprise de la région Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine, constituée en vertu de la Partie 1A de la Loi sur les compagnies du Québec le 4 mai 1993.

La corporation a un pouvoir décisionnel au niveau du fonds d'aide à l'entreprise. Elle analyse et évalue les demandes d'aide financière et autorise le financement d'entreprises en démarrage sous forme de garantie de prêt accompagnée d'une exemption d'intérêts pouvant atteindre 30 % du prêt en capital.

La juste valeur des placements en actions dans des sociétés fermées n'ont pas été déterminée étant donné que des contraintes de temps et d'argent ne permettent pas de le faire avec suffisamment de fiabilité, notamment parce que les titres de participation de ces sociétés ne sont pas négociés sur un marché actif.

6 - IMMOBILISATIONS

	2012	
	Coût	Amortissement cumulé
	\$	\$
Améliorations locatives	306 356	186 969
Équipement informatique	206 642	172 704
Mobilier et agencements	211 624	156 319
Logiciels	45 344	38 126
Photocopieur	1 899	1 880
Site Web	14 424	8 226
	786 289	564 224
		222 065

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2012

6 - IMMOBILISATIONS (suite)

	2011	
	Coût	Amortissement cumulé
	\$	\$
Améliorations locatives	306 356	153 079
Équipement informatique	189 376	158 914
Mobilier et agencements	196 373	142 493
Logiciels	44 435	35 033
Photocopieur	1 899	1 875
Site Web	14 424	5 570
	752 863	496 964
		255 899

7 - CRÉDITEURS

	2012	2011
	\$	\$
Comptes fournisseurs et charges à payer	284 977	591 612
Salaires à payer	118 406	82 538
Charges sociales à payer	57 784	41 858
	461 167	716 008

8 - APPORTS REPORTÉS - FONCTIONNEMENT

Les apports reportés représentent des subventions du gouvernement provincial destinées à couvrir les charges des différents projets du prochain exercice.

	2012	2011
	\$	\$
Fonds d'interventions régionales		
Solde au début et à la fin	56 670	56 670
Fonds d'aide à l'entreprise - capital		
Solde au début et à la fin	41 778	41 778
Fonds d'investissement Jeunesse		
Solde au début et à la fin	151 647	151 647
Ministère des affaires municipales		
Solde au début et à la fin	2 397	2 397
Table des aînés		
Solde au début	54 614	55 797
Montant encaissé	116 116	83 261
Montant constaté aux résultats	(134 027)	(84 444)
Solde à la fin	36 704	54 614

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2012

8 - APPORTS REPORTÉS - FONCTIONNEMENT (suite)

	2012 \$	2011 \$
Fonds de développement régional		
Solde au début	1 525 323	390 717
Montant encaissé	630 000	3 630 000
Montant constaté aux résultats	(1 676 287)	(2 495 394)
Solde à la fin	479 036	1 525 323
Forum jeunesse, Fonds jeunesse René-Lévesque et Fonds régional d'investissement jeunesse		
Solde au début	1 351 093	1 449 600
Montant encaissé	1 219 896	1 480 040
Montant constaté aux résultats	(1 908 561)	(1 578 547)
Solde à la fin	662 428	1 351 093
Plan de communication "Valorisation formation"		
Solde au début	44 358	73 941
Ajustement au solde d'ouverture	(44 358)	
Montant encaissé		(1 195)
Montant constaté aux résultats		(28 388)
Solde à la fin		44 358
Fonds de soutien au développement culturel (MCCCCF et Jeunesse)		
Solde au début	73 688	69 091
Montant encaissé	12 500	100 000
Montant constaté aux résultats	(47 947)	(95 403)
Solde à la fin	38 241	73 688
Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier		
Solde au début	753 327	540 724
Montant encaissé	2 954 288	2 956 851
Montant constaté aux résultats	(2 902 267)	(2 744 248)
Solde à la fin	805 348	753 327
Fonds de support à la diversification économique (MAMROT)		
Solde au début	8 123	129 473
Montant encaissé	237 000	(2 814)
Montant constaté aux résultats	(125 548)	(118 536)
Solde à la fin	119 575	8 123

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2012

8 - APPORTS REPORTÉS - FONCTIONNEMENT (suite)

	2012 \$	2011 \$
Table de concertation régionale des véhicules hors route		
Solde au début	60 112	
Montant encaissé	38 285	76 367
Montant constaté aux résultats	(74 554)	(16 255)
Solde à la fin	23 843	60 112
Bilan Innovation		
Solde au début		15 690
Montant encaissé		55 285
Montant constaté aux résultats		(70 975)
Solde à la fin		
Entente en économie sociale		
Solde au début		37 853
Montant encaissé	98 059	22 438
Montant constaté aux résultats	(87 853)	(60 291)
Solde à la fin	10 206	
Fonds d'urgence pour réparation de chemins et sentiers forestiers		
Montant encaissé	3 499 760	
Montant constaté aux résultats	(1 452 888)	
Solde à la fin	2 046 872	
Certification forestière		
Montant encaissé	50 000	
Montant constaté aux résultats		
Solde à la fin	50 000	
Fondation communautaire de la Gaspésie		
Solde au début	41 848	44 348
Montant constaté aux résultats		(2 500)
Solde à la fin	41 848	41 848
Participation régionale à la mise en valeur des forêts		
Solde au début et à la fin	7 157	7 157
Activités de l'international		
Solde au début et à la fin	75 409	75 409

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2012

8 - APPORTS REPORTÉS - FONCTIONNEMENT (suite)

	2012	2011
	\$	\$
Transport collectif		
Solde au début		90 607
Montant encaissé		159 005
Montant constaté aux résultats		(249 612)
Solde à la fin		
Programme régional de développement agro-alimentaire		
Solde au début	629 796	402 906
Montant encaissé		892 400
Montant constaté aux résultats	(304 842)	(665 510)
Solde à la fin	324 954	629 796
Engagement jeunesse		
Solde au début	21 663	
Ajustements au solde d'ouverture		(41 378)
Montant encaissé	81 836	129 265
Montant constaté aux résultats	(12 966)	(66 224)
Solde à la fin	90 533	21 663
Entente de collaboration lutte contre la pauvreté		
Solde au début	440 616	284 977
Montant encaissé	271 860	240 180
Montant constaté aux résultats	(388 077)	(84 541)
Solde à la fin	324 399	440 616
Alliance pour la solidarité		
Solde au début	9 827	
Montant encaissé	87 022	63 000
Montant constaté aux résultats	(96 849)	(53 173)
Solde à la fin		9 827
Entente sur les conditions de vie des aînés		
Solde au début	334 742	353 603
Montant encaissé	230 860	111 860
Montant constaté aux résultats	(259 148)	(130 721)
Solde à la fin	306 454	334 742

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2012

8 - APPORTS REPORTÉS - FONCTIONNEMENT (suite)

	2012 \$	2011 \$
Entente spécifique en immigration		
Solde au début	146 968	10 076
Montant encaissé	117 468	238 801
Montant constaté aux résultats	(194 097)	(101 909)
Solde à la fin	70 339	146 968
Programme de réalisation d'initiatives régionales dans le domaine de la faune		
Solde au début		6 250
Montant encaissé		25 000
Montant constaté aux résultats		(31 250)
Solde à la fin		
Programme de maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocation faunique et multiresource		
Solde au début	264 963	144 690
Montant encaissé	51 900	1 132 020
Montant constaté aux résultats	(312 114)	(1 011 747)
Solde à la fin	4 749	264 963
Bureau logistique transport		
Solde au début	28 784	
Montant encaissé	46 816	41 719
Montant constaté aux résultats	(75 600)	(12 935)
Solde à la fin		28 784
Innovare		
Solde au début	89 235	
Montant encaissé	143 250	94 167
Montant constaté aux résultats	(110 246)	(4 932)
Solde à la fin	122 239	89 235
Entente spécifique Fonds de Soutiens aux événements culturels		
Solde au début	3 692	
Montant encaissé	57 000	30 000
Montant constaté aux résultats	(25 807)	(26 308)
Solde à la fin	34 885	3 692
	5 927 711	6 217 830

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2012

9 - FONDS D'INTERVENTIONS RÉGIONALES

Dans le Fonds d'interventions régionales, le conseil avait autorisé des projets pour 14 707 553 \$ au 31 mars 2007; de ce montant, aucun déboursé n'a été effectué en 2012 et 2011. De plus, un montant de 56 670 \$ constitue un solde engagé mais non déboursé au 31 mars 2012 et 2011.

10 - FONDS D'AIDE À L'ENTREPRISE

Au 31 mars 2007, le conseil d'administration de la Corporation Fonds d'Aide à l'Entreprise avait autorisé l'émission de certificats de garantie de prêt pour 4 970 850 \$. Aucun intérêt n'a été versé durant l'exercice financier se terminant le 31 mars 2012 et 2011.

11 - FONDS D'INVESTISSEMENT JEUNESSE

Le programme de ce fonds est géré par le Fonds d'aide à l'entreprise en collaboration avec la Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

Au 31 mars 2007, le conseil s'était engagé à verser un total de 367 784 \$ en prime d'établissement. Il n'y a eu aucun déboursé en 2012 et 2011. De plus, il s'était engagé à verser un total de 670 190 \$ en capital-actions. Aussi, un montant de 151 647 \$ constitue un solde non engagé et non déboursé au 31 mars 2012 et 2011.

12 - FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Fonds de gestion, institué par l'article 24 de la Loi sur le ministère des Régions et affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques et des projets à caractère régional, et dont l'administration financière est confiée au ministère. Ce fonds a pour but d'appuyer les initiatives de développement régional. Le déboursé est effectué directement par la Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine à partir de son compte courant, sous réserve des crédits disponibles.

Au 31 mars 2012, les engagements et les déboursés cumulatifs en vertu de ce fonds, se détaillent comme suit :

	Engagements	Déboursés
	\$	\$
Fonds conjoncturel régional (de 1998 à 2003)	2 553 361	2 548 524
Stratégie de diversification économique (de 1998 à 2003)	1 440 677	1 420 726
Projets structurants (depuis 2004)	7 259 983	6 675 624
Études et recherches (depuis 2004)	808 619	712 538
Ententes spécifiques et de partenariat (depuis 1998)	8 003 544	7 213 813
Support aux organismes de développement	1 711 280	1 546 787
Fonds de modulation	50 000	50 000
Volet international	220 876	240 403
Fonds régionaux d'intervention	786 000	635 390
Projets régionaux	534 327	425 288
	<u>23 368 667</u>	<u>21 469 093</u>

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2012

12 - FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (suite)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012, les engagements ont été les suivants:

	Budget	Engagements
	\$	\$
Projets structurants	500 000	368 200
Ententes spécifiques et de partenariat	718 230	865 180
Support aux organismes de développement	256 125	187 280
Volet international	5 000	5 000
Projets régionaux	500 000	409 327
	<u>1 979 355</u>	<u>1 834 987</u>

13 - FONDS RÉGIONAL D'INVESTISSEMENT JEUNESSE

Dans le Fonds régional d'investissement jeunesse, le conseil avait autorisé des projets pour 4 204 819 \$ au 31 mars 2012 (3 776 900 \$ au 31 mars 2011); un montant de 4 093 726 \$ a été déboursé au 31 mars 2012 (3 687 889 \$ au 31 mars 2011).

14 - PROGRAMME DE MAINTIEN DE L'ACCESSIBILITÉ AUX TERRES DU DOMAINE DE L'ÉTAT À VOCATION FAUNIQUE ET MULTIRÉSSOURCE

Des projets pour un montant de 1 967 742 \$ ont été autorisés au 31 mars 2012; de ce montant, 1 964 890 \$ ont été déboursés au 31 mars 2012 (1 652 776 \$ au 31 mars 2011).

15 - ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Aucun état des flux de trésorerie n'a été présenté puisque les principales activités de fonctionnement, de financement et d'investissement sont évidentes à la lecture des autres états financiers et qu'il n'apporterait aucune information supplémentaire.

16 - BUDGET 2012

Les chiffres qui apparaissent dans la colonne "Budget 2012" à l'état des résultats ont été fournis par l'organisme et sont présentés pour fins d'information seulement.

17 - ENGAGEMENTS

L'organisme est engagé par un contrat de location d'un photocopieur échéant en janvier 2017, à verser une somme de 39 930 \$. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 7 986 \$ en 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017.

De plus, l'organisme est engagé par des contrats de location de locaux échéants en août 2013 et septembre 2015, à verser une somme de 34 611 \$. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 13 328 \$ en 2013, 14 188 \$ en 2014 et 7 095 \$ en 2015.

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2012

17 - ENGAGEMENT (suite)

En plus, l'organisme est engagé par un contrat de location d'une timbreuse échéant en juillet 2016, à verser une somme de 1 750 \$. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 500 \$ en 2013, 2014, 2015 et 250 \$ en 2016.

Finalement, l'organisme est engagé par un contrat de location d'un local échéant en septembre 2016, à verser une somme de 292 455 \$. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 77 988 \$ en 2013, 2014, 2015 et 58 491 \$ en 2016.

18 - OBJECTIFS ET POLITIQUES EN MATIÈRE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS ET RISQUES FINANCIERS

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

L'organisme est exposé à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses opérations et de ses activités d'investissement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de l'organisme.

L'organisme ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives.

Risques financiers

Les principaux risques financiers auxquels l'organisme est exposé ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillés ci-après.

Risque de taux d'intérêt

Le dépôt à terme porte intérêt à taux fixe et expose donc l'organisme au risque de variations de la juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Les autres actifs et passifs financiers de l'organisme ne présentent aucun risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt.

Risque de crédit

En règle générale, la valeur comptable au bilan des actifs financiers de l'organisme exposés au risque de crédit, après déduction des provisions applicables pour pertes, représente le montant maximum du risque de crédit auquel l'organisme est exposé.

Encaisse et dépôt à terme

Le risque de crédit relatif à l'encaisse et au dépôt à terme est considéré comme négligeable puisqu'ils sont détenus dans une institution financière reconnue dont la notation de crédit est de bonne qualité.

Conférence Régionale des Élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Notes complémentaires

au 31 mars 2012

18 - OBJECTIFS ET POLITIQUES EN MATIÈRE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS ET RISQUES FINANCIERS (suite)

Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie. L'organisme établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour rencontrer ses obligations.

19 - GESTION DU CAPITAL

En matière de gestion du capital, les objectifs de l'organisme sont les suivants :

- Préserver sa capacité à poursuivre ses activités;
- Acquitter ses obligations financières.

L'organisme définit son capital comme suit :

	2012	2011
	\$	\$
Actifs nets	681 036	546 583
Apports reportés	5 927 711	6 217 830
	6 608 747	6 764 413

L'organisme gère son capital principalement par le biais de la recherche de subventions auprès des gouvernements. Finalement, l'organisme s'assure d'avoir le financement à long terme nécessaire pour ses investissements en immobilisations.

Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, l'organisme peut être amené à modifier les dépenses prévues pour la réalisation de certaines de ses activités.

L'organisme est soumis, en vertu de règles extérieures, à des exigences concernant son capital. Ces exigences sont prévues dans certaines ententes avec des apporteurs de fonds et concernent les apports affectés à des dépenses particulières. L'organisme, de concert avec le conseil d'administration, fait un suivi continu de ces exigences. Au cours de l'exercice, l'organisme s'est conformé à ces exigences.

20 - CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

**Conférence Régionale des Élus de la
Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine**
Renseignements supplémentaires consolidés
pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

		2012	2011
	Budget	Réel	Réel
	\$	\$	\$
PRODUITS - SUBVENTIONS QUÉBEC - INVESTISSEMENTS			
Fonds de développement régional			
Fonds régionaux d'intervention		138 000	187 327
Études et recherches		17 795	20 912
Volet International	5 000	23 690	90 300
Support aux organismes de développement	256 125	181 539	467 648
Projets structurants	500 000	504 380	910 730
Politique cadre en tourisme durable		13 839	92 658
Région numérique		68 038	32 676
Projets à caractère régionaux	500 000	218 076	
Ententes spécifiques	718 230	510 930	693 144
	1 979 355	1 676 287	2 495 395
PRODUITS - MANDATS ET PROJETS SPÉCIAUX			
Fonds régional Investissement Jeunesse	1 460 847	1 522 276	1 171 804
Forum jeunesse	298 977	312 023	267 188
Fonds jeunesse René-Lévesque	57 773	74 262	85 625
Foire nationale de l'emploi 2010			53 930
Table des aînés	92 600	134 027	84 444
Entente de collaboration lutte à la pauvreté	937 887	388 077	84 541
Programme de maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocation faunique et multiressource	238 000	312 114	1 011 747
Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier	2 968 000	2 837 724	2 685 987
Administration	65 000	64 543	58 261
Cerf de virginie	20 000	18 500	20 000
Plan de communication " Valorisation formation"			28 388
Fonds de soutien au développement culturel (MCCCF)		47 947	95 403
Fonds de support à la diversification économique (MAMROT)	120 000	125 548	118 536
Entente en économie sociale	97 000	87 852	60 291
Alliance pour solidarité		96 849	53 173
Société du chemin de fer Gaspésie		98 474	10 930
Commission des Ressources naturelles et du territoire	600 000	595 296	772 169
Ressources naturelles alternatives		28 224	34 607
Transport collectif		71 400	249 612
Table de concertation régionale des véhicules hors route	38 000	74 554	16 255
Programme de réalisation d'initiatives régionales dans le domaine de la faune	25 000		31 250
Fonds d'urgence pour la réparation de chemins et sentiers forestiers	4 018 000	1 452 888	
Mobilité durable	47 245	47 245	
Éolien communautaire		135 290	358 552
Fondation communautaire de la Gaspésie			2 500
Programme régional de développement agro-alimentaire	632 024	304 842	665 510

**Conférence Régionale des Élus de la
Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine**
Renseignements supplémentaires consolidés
pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

		2012	2011
	Budget	Réel	Réel
	\$	\$	\$
Subvention condition féminine	33 000	27 000	33 000
Engagement jeunesse	75 000	12 966	66 224
Entente sur les conditions de vie des aînés	230 860	259 148	130 721
Entente spécifique en immigration	95 500	194 097	101 909
Bureau de logistique des transports	105 000	75 600	12 935
Bilan Innovation			70 975
Innovare	148 750	110 246	4 932
Instance Régionale de Mobilisation pour l'amélioration des conditions de réussite des jeunes Gaspésiens et Madelinots	185 000	146 092	38 486
Entente spécifique Fonds de Soutiens aux événements culturels	30 000	25 807	26 308
Table Éducation et Formation Emploi	91 140	80 735	22 442
	12 710 603	9 761 646	8 528 635
PRODUITS - AUTRES			
Intérêts	13 500	19 117	15 806
Encadrement Entente de collaboration lutte contre la pauvreté	4 140	4 140	13 140
Encadrement Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier	25 000	25 000	21 738
Encadrement Table des aînés	3 000	3 000	2 500
Encadrement Réseau collectif			25 000
Encadrement Forum jeunesse	18 000	18 000	10 000
Encadrement Commissions des Ressources Naturelles et du territoire	100 000	100 000	100 000
Encadrement Ressources naturelles alternatives			5 393
Encadrement Mobilité durable	7 800	7 800	
Encadrement Table de concertation régionale des véhicules hors route	2 000	2 000	2 000
Encadrement Fonds de diversification économique	2 250	3 000	2 814
Encadrement Programme régional de développement agro-alimentaire			27 600
Encadrement Engagement jeunesse	2 550	2 550	2 550
Encadrement Entente sur les conditions de vie des aînés	7 140	7 140	7 140
Encadrement Entente spécifique en immigration	4 500	4 500	4 500
Encadrement Société de chemin de fer de la Gaspésie		6 100	50 000
Encadrement Fonds d'urgence pour la réparation de chemins et sentiers forestiers	82 000	79 540	
Encadrement Entente en économie sociale	3 000	3 000	3 000
Encadrement Transport collectif	5 000	40 000	5 000
Encadrement Bureau logistique Transport	10 000	7 250	5 000
Revenus de location - Bureau logistique Transport		11 000	
Encadrement Programme de maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocation faunique et multiresource			37 830
Encadrement Éolien communautaire	16 000	13 529	44 863

**Conférence Régionale des Élus de la
Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine**
Renseignements supplémentaires consolidés
pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

	2012		2011
	Budget	Réel	Réel
	\$	\$	\$
Encadrement Innovare	26 250	26 250	
Encadrement Table Éducation et Formation Emploi	1 860	1 860	
Encadrement Instance Régionale de Mobilisation pour l'amélioration des conditions de réussite des jeunes Gaspésiens et Madelinots	5 000	6 740	
Gain sur la cession d'immobilisations		755	
Recouvrement de dépenses		41 684	75 088
Autres	10 240	11 914	9 803
	349 230	445 869	470 765
CHARGES - SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC - INVESTISSEMENTS			
Fonds de développement régional			
Fonds régionaux d'intervention		138 000	187 327
Études et recherches		17 795	20 912
Volet International	5 000	23 690	90 300
Support aux organismes de développement	256 125	181 539	467 648
Projets structurants	500 000	504 380	910 730
Politique cadre en tourisme durable		13 839	92 658
Région numérique		68 038	32 676
Projets à caractère régionaux	500 000	218 076	
Ententes spécifiques	718 230	510 930	693 144
	1 979 355	1 676 287	2 495 395
CHARGES - INSTANCES DÉMOCRATIQUES			
Déplacements	80 000	84 982	79 771
Réunions	28 000	28 265	38 905
Allocations versées aux élus	45 000	41 245	7 634
	153 000	154 492	126 310
CHARGES - RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL			
Salaires	839 705	804 268	731 728
Charges sociales	167 941	170 966	142 659
	1 007 646	975 234	874 387

**Conférence Régionale des Élus de la
Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine**
Renseignements supplémentaires consolidés
pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

	Budget	2012 Réel	2011 Réel
	\$	\$	\$
CHARGES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE			
Frais des locaux			
Charges locatives	98 155	109 671	94 312
Taxes, assurances et permis	6 000	5 432	4 562
Entretien et réparation	700		
Amortissement	60 000	68 015	68 245
Communications	20 000	10 389	101 594
Déplacements	70 000	71 115	69 750
Frais de bureau			
Fournitures de bureau	7 500	6 350	8 848
Poste et messagerie	3 000	5 667	1 820
Location d'équipement	700		266
Informatique et équipement	5 500	4 197	4 088
Entretien ménager des locaux	6 500	5 820	5 586
Entretien du matériel de bureau	700	705	480
Télécommunications	35 000	33 220	30 811
Publicité			
Publicité et commandites	35 000	27 727	57 716
Documents et abonnements	3 500	3 390	2 816
Frais de reprographie	15 000	9 898	13 070
Formation	12 000	8 627	10 293
Cotisations	500	343	341
Frais de recrutement	9 000	10 071	16 206
Honoraires professionnels	55 000	31 750	61 675
Frais juridiques	5 000	3 774	1 916
Frais comptables	8 250	7 755	7 051
Services informatiques	100 000	85 563	87 487
Frais des projets		41 684	86 328
Frais bancaires et administration	450	527	372
	557 455	551 690	735 633
CHARGES - MANDATS ET PROJETS SPÉCIAUX			
Fonds régional Investissement Jeunesse	1 460 847	1 522 276	1 171 804
Forum jeunesse	298 977	312 023	267 188
Fonds jeunesse René-Lévesque	57 773	74 262	85 625
Foire nationale de l'emploi			53 930
Table des aînés	92 600	134 027	84 444
Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier	2 968 000	2 837 724	2 685 987
Administration			
Salaires et charges sociales	65 000	56 965	51 387
Autres dépenses		7 578	6 874
Cerf de virginie	20 000	18 500	20 000
Plan de communication "Valorisation formation"			28 388
Fonds de soutien au développement culturel (MCCCF)		47 947	95 403
Mobilité durable	47 245	47 245	
Fonds de support à la diversification économique (MAMROT)	120 000	125 548	118 536

**Conférence Régionale des Élus de la
Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine**
Renseignements supplémentaires consolidés
pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

		2012	2011
	Budget	Réel	Réel
	\$	\$	\$
Éolien communautaire		135 290	358 552
Société du chemin de fer Gaspésie		98 474	10 930
Commission des Ressources naturelles et du territoire	600 000	595 296	772 169
Ressources naturelles alternatives		28 224	34 607
Transport collectif		71 400	249 612
Table de concertation régionale des véhicules hors route	38 000	74 554	16 255
Entente de collaboration lutte contre la pauvreté	937 887	388 077	84 541
Alliance pour solidarité		96 849	53 173
Entente en économie sociale	97 000	87 852	60 291
Fondation communautaire de la Gaspésie			2 500
Programme régional de développement agro-alimentaire	632 024	304 842	665 510
Condition féminine	33 000	27 000	33 000
Fonds d'urgence pour la réparation de chemins et sentiers forestiers	4 018 000	1 452 888	
Programme de maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocation faunique et multiresource	238 000	312 114	1 011 747
Engagement jeunesse	75 000	12 966	66 224
Entente sur les conditions de vie des aînés	230 860	259 148	130 721
Entente spécifique en immigration	95 500	194 097	101 909
Programme de réalisation d'initiatives régionales dans le domaine de la faune	25 000		31 250
Bureau de logistique des transports	105 000	75 600	12 935
Bilan Innovation			70 975
Innovare	148 750	110 246	4 932
Instance Régionale de Mobilisation pour l'amélioration des conditions de réussite des jeunes Gaspésiens et Madelinots	185 000	146 092	38 486
Entente spécifique Fonds de Soutiens aux événements culturels	30 000	25 807	26 308
Table Éducation et Formation Emploi	91 140	80 735	22 442
	12 710 603	9 761 646	8 528 635